



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,
E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justiciahumanrights.org

COMMUNIQUE DE PRESSE N°007/JUST/2025

JUSTICIA ASBL APPELLE A LA CESSATION DE L'ENVAHISSEMENT DU SITE MINIER DE MENDA PAR DES CHINOIS, LIBANAIS ET GARDE REPUBLICAINE

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit humanitaire et de développement basée en RDC, exprime ses vives préoccupations au sujet de la continuité de l'envahissement des sites appartenant à des concessionnaires miniers bien connus. Il convient de noter que ces réseaux maffieux opérant dans les mines sont constitués, entre autres, des sujets des nationalités congolaise, chinoise et libanaise avec la complicité des autorités militaires instrumentalisant parfois les éléments de la Garde républicaine dans les Provinces du Haut-Katanga et du Lualaba.

En effet, la dernière alerte en date provient des antennes de JUSTICIA Asbl basées dans la Province du Lualaba sur le site minier de Menda appartenant à l'entreprise Boss Mining du Groupe ERG.

Des individus identifiés comme de nationalité chinoise et Libanaise, soutenus par des éléments de la Garde Républicaine, ont investi tôt le matin du 19 février 2025, le site de Menda avec des engins lourds appuyés par quelques creuseurs clandestins et procédant par la même occasion à une exploitation sauvage, sans le moindre respect des normes environnementales et sociales des gisements miniers riches en minerais de cuivre et cobalt.

Alertés par cette présence irrégulière des engins opérant en toute quiétude sur leur site sous prétexte d'une exploitation minière artisanale illégale, les responsables de Boss Mining qui voulaient se rendre sur place pour effectuer le constat, ont été empêchés d'accéder au site par des éléments de la Garde républicaine en fraction irrégulière sur ce site et dont l'objectif semble être celui de soutenir une exploitation autant sauvage qu'illégale des minerais pourtant appartenant à des concessionnaires miniers bien identifiés.

« Ce pillage massif des minerais riches en cuivre et cobalt appartenant à une entreprise installée régulièrement en RDC et qui est en ordre avec la fiscalité minière, se fait au mépris de la législation minière et environnementale du pays et constitue le point culminant de la mafia dont souffre l'industrie minière en RDC, a déclaré Me Timothée MBUYA, Président de JUSTICIA Asbl. »

JUSTICIA Asbl rappelle également que la Garde républicaine est une unité spéciale des Forces armées congolaises mise à la disposition du Président de la République et des membres de sa famille, et à ce titre, aucun déploiement de ces éléments ne se ferait sans que la maison militaire du Chef de l'Etat ne soit au courant ni ne donne son quitus.

Pour JUSTICIA Asbl, la présence des militaires sur les sites miniers participe à la commission des violations des droits humains et va à l'encontre des engagements que le Gouvernement Congolais a souscrits en adhérant aux Principes Volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme ainsi que d'autres normes sur la chaîne d'approvisionnement en minerais responsable

et ne contribue pas à améliorer la réputation du cuivre et du cobalt congolais à l'échiquier mondial.

Eu égard à ce qui précède, JUSTICIA Asbl invite le Président de la République de qui relève ces unités d'élite de la Garde républicaine de les retirer des sites miniers dont celui de MENDA.

Elle lui demande aussi de faire poursuivre en justice les autorités militaires et civiles responsables de l'envahissement irrégulier des concessions minières régulièrement établies dans les provinces du Haut Katanga et du Lualaba.

Elle invite, enfin, les responsables de Boss MINING à saisir l'Auditorat Militaire Supérieur pour ce énième cas d'envahissement de sa concession avec le concours des éléments de la Garde républicaine.



Fait à Kolwezi, le 19/02/2025

Pour JUSTICIA Asbl

Maitre Timothée MBUYA

Président